

Élections régionales Provence-Alpes-Côte d'Azur 20 et 27 juin 2021



Hervé Guerrera

Tête de liste régionale • Bouches du Rhône

63 ans, statisticien de la Sécurité Sociale, vit maritalement, deux enfants et un petit-fils. Élu Conseiller municipal d'Aix-en-Provence (à 4 reprises de 1989 à 2020) et Conseiller régional (2010-2015) en charge du Schéma d'Aménagement Durable du Territoire. Engagé dans plusieurs associations de solidarité, de développement du vélo en ville, de promotion de la culture provençale et de l'occitan-langue d'oc. Rédacteur de la pétition sur Change.org « Ni SUD, Ni PACA, mais PROVENCE ! » (35 000 signatures).



Pascal Recotillet
Alpes de Haute
Provence

58 ans, 2 filles, né à Embrun. Ingénieur en traitement du signal en sociétés de service puis ingénieur qualité dans l'industrie, je suis devenu ensuite formateur puis professeur des écoles. Militant régionaliste de longue date, impliqué dans les questions énergétiques en particulier. Amateur de linguistique.



Micheu Prat
Hautes-Alpes

64 ans, instituteur à la retraite, militant syndical et associatif. Amoureux de la montagne, de la randonnée et de notre cher occitan-langue d'oc. Marié, un enfant, j'ai aujourd'hui la chance de pouvoir cultiver l'art d'être grand-père. Je souhaite pour notre région un grand réveil citoyen, la mise en place d'une vraie démocratie participative et de proximité, et une politique sociale ambitieuse.



Anne-Marie Sgaravizzi-Garcia
Alpes-Maritimes

60 ans, mariée, 3 enfants. Niçoise et attachée à notre région. Assistante sociale auprès d'adultes handicapés (11 années). Géographe, historienne, professeure certifiée d'occitan-langue d'oc, (25 années). Formatrice, chanteuse, montagnarde, responsable associative. Jeune retraitée engagée depuis toujours pour la culture, le social, l'écologie et la jeunesse.



Didier Cade
Var

52 ans, vie maritale, 2 enfants. Viticulteur et coopérateur en AOC Bandol depuis 1989, administrateur de l'association des vins de Bandol. Assesseur du tribunal paritaire des baux ruraux (quatrième mandat). Engagé dans la préservation des terres agricoles et la culture provençale. Président du collectif Stop LGV Sud Sainte Baume depuis 2013. Passionné de montagne et de photographie.

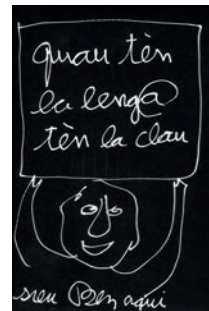


Anne-Marie Hautant
Vaucluse

65 ans, 2 enfants formés à la langue régionale en école bilingue. Ingénieure en bâtiment. Créatrice et dirigeante d'un bureau d'études d'ingénierie depuis 1991. 18 ans opposante à l'extrême droite orangeoise. Vice-Présidente du Conseil Régional, en charge de la santé et l'alimentation (2010-2015).



La région est, partout en Europe, le niveau pertinent de l'action publique. En France, les politiques centralistes, éloignées des réalités, échouent à répondre aux besoins du quotidien comme aux grands défis planétaires. Pour en finir avec les contraintes technocratiques, les décisions imposées « d'en-haut » aussi coûteuses qu'inefficaces, nous proposons des solutions adaptées aux territoires et aux réalités d'aujourd'hui comme aux enjeux de demain.



« Qui possède la langue possède la clef. » Frédéric Mistral

1 FAIRE, ENFIN, CONFIANCE À L'ÉCHELON RÉGIONAL !

Développer, comme dans les autres démocraties européennes les compétences régionales ; offrir aux territoires plus d'autonomie et de responsabilités ; associer les citoyen.ne.s à l'élaboration des politiques ; mettre en œuvre des politiques qui s'appuient sur les réseaux citoyens, associatifs ; retisser le lien élu.e/citoyen.ne ; réinventer la politique pour que nos habitant.e.s, notre jeunesse et nos quartiers populaires y trouvent leur place légitime et retournent aux urnes.

3 PRÉSERVER, ENFIN, NOTRE TERRITOIRE ! L'aménagement du territoire est au cœur des compétences régionales. Nous devons freiner l'extension urbaine et en finir avec l'artificialisation à outrance des terres naturelles et agricoles. Les territoires de montagne, aux écosystèmes et aux paysages fragiles, sont à préserver des appétits des promoteurs. Le pastoralisme alpin, qui est une activité d'équilibre, sera soutenu. Les régions, avec les schémas d'aménagement, ont maintenant les outils pour éviter ces dérives. Nous voulons promouvoir un nouveau modèle de production et de consommation d'énergie fondé sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

5 RÉGULER, ENFIN, L'ÉCONOMIE RÉGIONALE !

Soutenir une industrie non polluante inscrite dans la transition énergétique porteuse d'emplois qualifiés et correctement rémunérés. Agir pour le développement et l'amélioration des services publics, notamment dans le domaine de la santé, de la formation professionnelle et de la gestion de l'eau dans un esprit de justice sociale et territoriale. Renforcer l'arc latin et ses échanges avec le monde méditerranéen. Développer les coopérations internationales.

4 PERMETTRE, ENFIN, L'ACCÈS À UN LOGEMENT DIGNE !

Favoriser l'accès à un logement décent ; lutter contre les passoires énergétiques ; soutenir et développer les écoquartiers qui rapprochent travail et lieu de vie, de loisirs dans un cadre agréable et accessible à tou.te.s ; les résidences secondaires, notamment inoccupées ou louées en saison, exercent une grande pression sur la demande de logement. Nous proposons, pour la compenser, une taxe régionale sur les résidences secondaires.

7 REDÉFINIR, ENFIN, NOTRE POLITIQUE DES TRANSPORTS !

Il faut mettre fin aux grands projets inutiles comme la Ligne Nouvelle ferroviaire (LN-PCA), synonyme de gouffre financier (30 milliards d'€), de sacrifice de terres agricoles et de zones naturelles et d'explosion du prix du m². Les extensions des aéroports de Marseille et de Nice doivent être abandonnées. Donner la priorité aux modes de déplacement doux, aux transports du quotidien par le rail, le bus, le vélo. Utiliser toutes les lignes de chemin de fer notamment abandonnées pour créer un réseau ferroviaire régional dense, de qualité, ouvert au ferroutage et soucieux de la sécurité des voyageurs.

8 SE MOBILISER, ENFIN, POUR LA RÉUSSITE DE TOUS LES JEUNES ! Mettre en place un plan de lutte contre le décrochage scolaire et lutter contre toutes les discriminations en milieux scolaires et universitaires. Construire des lycées de proximité et à taille humaine. Promouvoir l'occitan-langue d'oc dans les filières de formation professionnelle. Financer des formations pour l'emploi dans les métiers de la transition écologique et énergétique et mettre en place une délégation à l'emploi des jeunes.

9 PROMOUVOIR, ENFIN, NOTRE LANGUE RÉGIONALE !

Dynamiser, rendre visible et accessible à tou.te.s notre langue régionale, l'occitan-langue d'oc dans toutes ses variétés dialectales provençale, niçoise et alpine ; refuser l'uniformisation du monolinguisme et favoriser le dialogue interculturel. Initier, en coordination avec les mouvements de promotion de la langue et conformément à la loi une véritable politique linguistique avec un budget spécifique et un élu délégué. Soutenir l'enseignement de la langue dans les écoles publiques et associatives.

10 RENOMMER, ENFIN, NOTRE RÉGION PAR VOIE RÉFÉRENDAIRE !

Faire de la culture un pilier de ce « Monde d'après » ; bannir cet insipide PACA et cet insupportable Sud et proposer dans une large consultation populaire de retrouver notre nom de PROVENCE ! Un nom respectueux de notre histoire, de notre tradition d'accueil, de cette main tendue aux nouveaux arrivants. Construire ensemble un avenir commun qui s'appuie sur la volonté de tous les citoyen.ne.s de cette région, sans aucune exclusive, telle est notre ambition !

OUI LA PROVENCE ! regroupe des citoyen.ne.s engagé.e.s dans le mouvement associatif, le syndicalisme, l'action politique, et des militant.e.s régionalistes et écologistes. Loin des manœuvres d'appareils et de la course aux places, nous privilégions le projet et la dynamique collective au service de l'intérêt général.



www.ouilaprovence.org

